

Daniel Bensaïd

Bicentenaire

Une violence peut en cacher une (ou plusieurs) autre(s)

La Révolution, c'est-à-dire la Terreur... Le poète Robert Desnos ne pouvait prévoir à quelle fonction était promise cette identification abrupte de la Révolution à la Terreur et, plus largement, à la violence. Dans l'imagerie dominante du Bicentenaire, la Révolution serait en effet l'incarnation et le paroxysme de la violence. À éviter donc, puisque, en ce siècle d'Hiroshima, de Shoah et de Goulag, nul ne saurait se revendiquer par goût d'une violence, dont la raison contemple impuissamment les déraisons.

Le président Mao a bien dit que la révolution n'est pas un dîner de gala. La violence y a sa part. Deux siècles de convulsions ininterrompues à l'échelle planétaire en témoignent. Mais cette violence peut en cacher une autre. Ou deux. Au moins.

Le trait d'égalité entre violence, révolution et terreur ne tient pas. Économique ou morale, policière ou militaire, la violence traverse toute société conflictuelle : elle y circule, tantôt diffuse, tantôt condensée. La Révolution, qui fait événement, est un moment critique de la lutte sociale et politique. La Terreur (avec sa majuscule historique) évoque la période du gouvernement et des procédures judiciaires d'exception, entre l'automne 1793 et l'été 1794.

En tant que situation limite, la Terreur est au cœur des énigmes de la Révolution française.

Contrairement à ce que prétendent certains historiens, pressés de délaissier l'histoire pour la pure mécanique du concept, les « circonstances » y pèsent de tout leur poids : l'invasion étrangère, les armées coalisées massées aux

frontières, les complicités et les trahisons, la guerre civile, l'urgence de nourrir et de vêtir des armées républicaines de va-nu-pieds, la peur tout simplement...

Mais, si lourdes soient-elles, les circonstances sont loin d'épuiser le phénomène. Il nous importe de comprendre en quoi une vision du monde a pu, à leur contact, non provoquer la terreur, mais permettre son emballement, alors même que les périls semblaient conjurés.

Les vertiges de la terreur

Les « hommes de la liberté » sont convaincus qu'une fois renversés les ordres, les castes et les corporations, balayés les privilèges et les préjugés, la société sera composée d'individus libres et égaux, naturellement bonne et pacifique. Ayant besoin de croire à l'universalité de leurs valeurs et de leur cause, ils sont aveugles sur la cristallisation de nouveaux intérêts particuliers, sociaux et nationaux. Ils imaginent l'avènement de l'individualité moderne, non l'éclosion du conflit de classe moderne. Dans le corps sain de la société nouvelle, les contradictions résultent nécessairement d'un mal exogène, d'une agression microbienne, bref, d'un complot. Signe d'un nationalisme et d'une xénophobie naissants, le terme d'étranger devient suspect.

L'homogénéité postulée de la nation fausse alors toute idée de représentation. La société civile ne saurait exister distinctement de l'État : refus des organisations professionnelles, fermeture des clubs de femmes à partir de novembre 1793, puis des sociétés populaires. Il ne saurait y avoir la moindre distance entre le peuple et ses représentants, le moindre jeu entre la légitimité et la légalité : l'État, la Convention, le Peuple ne font qu'un et tendent à s'engloutir dans la Montagne. La formation de partis, aussitôt dénoncés comme « factions », signifierait une

inconcevable division du peuple et une inadmissible fissure dans les fondations de l'État.

Dans cet univers compact où société et État, privé et public, sont fondus en un seul bloc, plus de places pour l'erreur, qui devient une faute « objective ». La définition du délit se dilate jusqu'à inclure la « passivité » et le manque d'enthousiasme. Saint-Just, après avoir recommandé de ne pas confondre l'erreur avec le crime, se contredit et finit par traiter comme crimes les « erreurs de la conscience ».

C'est la spirale vertigineuse de la Terreur. Robespierre et Saint-Just ont bien essayé de résister à cette aspiration par le vide, l'un en invoquant la vertu de l'Être suprême, l'autre en échafaudant un projet d'institutions artificielles et autoritaires. Mais ils refusaient la floraison d'associations et d'organisations populaires autonomes, qui seule aurait pu donner consistance à cette société gélatineuse ; et le pluralisme démocratique, qui seul aurait permis de traduire et de résoudre par la voie politique les conflits « au sein du peuple ».

Qui songerait à enfermer le christianisme dans l'Inquisition ? Qui oserait réduire la Révolution à la Terreur, dont la singulière unité masque des terreurs contraires, terreur d'en bas et terreur d'en haut, terreur rouge et terreur blanche, qui s'étreignent et se repoussent.

Notre sensibilité du XX^e siècle est légitimement choquée par le spectacle des échafauds et des guillotines. Pourtant, loin d'exprimer un déchaînement pathologique de sauvagerie, cette violence ostentatoire prolonge celle de l'Ancien Régime. La mort violente est aujourd'hui cachée, distancée et miniaturisée par le petit écran, diluée dans le mixage télévisuel de la réalité et de la fiction. Dans une société rurale et hiérarchique, gibets, potences et supplices publics faisaient au contraire partie du quotidien. Les juges de Damiens ou du chevalier de

la Barre fixaient avec minutie les procédés raffinés et la durée d'une mise à mort édifiante. On côtoyait en permanence la mort en masse : les épidémies, les disettes, les famines. Sans oublier la traite des Noirs, l'esclavage et l'ordinaire des châtements corporels.

La violence existait donc avant la Révolution, largement diffusée dans la société. Elle existe après, fortement concentrée dans l'État et ses institutions. Stockée, emmagasinée, monopolisée par l'État, elle gagne en impunité et en respectabilité, en brutalité et en cruauté froides. Guibert n'avait pas attendu la Terreur pour prédire l'escalade des guerres nationales vers la guerre totale, « la lutte à mort appelant la guerre à outrance », avec à l'horizon la prise en otage de populations entières par l'arme nucléaire et la bombe à neutrons (qui vise à détruire les personnes en ménageant les biens !). Leclerc, beau-frère de Bonaparte et chef de l'expédition à Saint-Domingue pour y rétablir l'esclavage, n'eut pas besoin de la Terreur pour y décréter une « guerre d'extermination », annonciatrice d'autres guerres coloniales.

Observant de sa fenêtre les massacres de juin 1848, le prudent et tempéré Renan écrivait à sa sœur : « Une vraie Terreur a succédé à cette déplorable guerre, le régime militaire a pu déployer à son aise tout l'arbitraire et toute l'illégalité qui le caractérisent : quelque chose de dur, de féroce, d'inhumain s'introduit dans les mœurs et le langage. Les personnes d'ordre, ceux qu'on appelle les honnêtes gens ne demandent que mitraille et fusillade ; l'échafaud est abattu, on y substitue le massacre ; la classe bourgeoise a prouvé qu'elle était capable de tous les excès de notre première Terreur, avec un degré de réflexion et d'égoïsme en plus. » Cette terreur réfléchie et préméditée, qui ne peut plus invoquer les circonstances extrêmes de l'An II, en démêle rétrospective-

ment les fils : elle éclaire l'avènement, sur les talons de la terreur populaire, d'une terreur impitoyable de classe et d'État. Elle annonce Thiers et sa semaine sanglante.

Comptabilités à sens unique

Les comptabilités macabres ne justifient rien. Il n'est pas, en la matière, de « détail » qui tienne. À la différence des valeurs marchandes, les principes ne se prêtent pas à la quantification mathématique, aux divisions et aux soustractions. Aux amateurs de chiffres, Michelet a déjà répondu qu'une minute de bataille napoléonienne faisait plus de victimes que toute la Terreur. Ces batailles n'en figurent pas moins dans la légende dorée de l'épopée nationale.

Amnésique et hypocrite mémoire officielle, qui frappe d'infamie les « terroristes » de 93, mais donne sans sourciller aux lycées et collèges le nom des grands terroristes vainqueurs, les Carnet et les Thiers de toujours, et honore avec indulgence les Fouetté, qui ont su réussir et rester du bon côté du manche, quand les vents tournaient.

On insiste sur le coût humain des révolutions. Quand prendra-t-on en compte celui des contre-révolutions et des non-révolutions, le prix silencieux et quotidien de la résignation et de la capitulation ? À prendre trop d'altitude, à contempler l'histoire du point de vue de Dieu et de l'éternité, on ne voit plus les reliefs, on ne distingue plus l'envers de l'endroit, l'adret de l'ubac, la révolution montante de la contre-révolution descendante. Pis, on met sur le dos des révolutions le débit des contre-révolutions ; sur celui de la Révolution française les débâches des guerres impériales et coloniales... jusqu'à Jules Ferry ; sur celui de la Révolution russe les purges et les déportations de la contre-révolution stalinienne.

On applaudit unanimement les étudiants de Tiananmen lorsqu'ils bivouaquent paisiblement au nom de la démocratie. Les tiendra-t-on aussi pour responsables de la répression qui s'abat sur eux ? Tiendra-t-on la révolution nicaraguayenne pour comptable des 50 000 morts que lui ont infligés depuis 1982 les attaques de la Contra, sponsorisée avec les fonds de l'Iranguate ? Incriminera-t-on les victimes ? La morale de l'histoire consisterait alors à proclamer que toute résistance à l'oppression (dont la Déclaration de 1793 faisait aussi un droit imprescriptible de l'homme) est coupable des fureurs qu'elle risque de déclencher : morale d'esclaves subjugués !

Les grandes révolutions commençantes ont exprimé plus de colère que de haine, plus de joie que de ressentiment. Elles ont toujours revendiqué la démocratie, et non pas la terreur, contre une injustice sociale, un despotisme politique ou une humiliation nationale. Relativement au bouleversement majeur qui s'opérait, la Révolution française fut, jusqu'en 1792, économe en vies humaines. Ce sont la déception, la trahison du roi, les armées coalisées aux frontières, qui provoquèrent indissociablement la peur et l'exaspération.

La vulgate libérale oppose les démocrates purs de 89 et les terroristes fanatiques de 93, pour mieux en conclure qu'il aurait fallu sagement en rester là, à la révolution démocratique, sans phrases ni adjectifs. Comme si, en histoire, l'arrêt sur image d'Épinal était possible. Comme si 89 n'était pas, aussi, à proprement parler qu'un début ! Comme si les hommes de 89 ne s'étaient pas aussitôt opposés sur les enjeux et les modalités de cette démocratie ! Comme si les Li Peng d'alors ne s'appelaient pas Bailly (ce brave Monsieur Bailly !) ou Lafayette (ce fringant Lafayette-nous-voici !), qui firent tirer, le 17 juillet 1791, sur une foule désarmée, péti-

tionnant contre la forfaiture royale. Ils n'avaient certes ni chars ni canons ; ce n'en fut pas moins un massacre avec les moyens de l'époque.

Il y a une supercherie majeure dans l'accouplement exclusif et abusif de la révolution et de la violence. Les révolutions seraient un obscur

et pervers objet du désir? Plus prosaïquement, elles sont des explosions et des irruptions, des affrontements d'intérêts, de principes et de volontés, dans lesquels peuvent s'inscrire des projets stratégiques : quand ce n'est plus supportable, on ne supporte plus ! Le droit prime

la force ? Absolument. Encore faut-il avoir la force de son droit. Encore faut-il être en mesure d'opposer au droit du plus fort la force du plus droit. Reste à savoir, Dieu définitivement hors jeu, qui décide du droit...

Le Monde du 7 juillet 1989